

SOMMAIRE

- **Intersyndicale du 8 septembre : communiqué commun**
- **Suicide chez France Télécom : premier recul de la direction devant la mobilisation**
- **Plan social à RFI : syndicats et direction reçus au ministère de la Culture**
- **Sanofi-Aventis : le CCE ira en justice contre le plan social**
- **Ordre infirmier : les syndicats appellent à boycotter la cotisation**
- **Alcatel-Lucent : l'intersyndicale reçue à Bercy, mais les inquiétudes demeurent**
- **Areva : grèves et rassemblement européen le 15 septembre**
- **Travailler plus longtemps : 63 % des Français sont contre**
- **16 octobre : les retraités dans l'unité sur le pouvoir d'achat**
- **Conférence de rentrée de l'UNEF : appel solennel pour des actes forts pour la jeunesse**
- **Forfait hospitalier : le gouvernement maintient le principe d'une hausse**
- **Ruptures conventionnelles de CDI : nouvelle hausse en juillet**
- **Emploi : 106 800 destructions nettes au 2^e trimestre 2009**
- **Contribution Climat Énergie : taxe carbone ; injuste et inefficace**
- **Retrouver un emploi : selon que vous habitez ici ou là**
- **Emploi des cadres : les commerciaux dans la tourmente**
- **Jeunes diplômés : le marché de l'emploi s'essoufle**
- **Les débats de l'Ugict-CGT : Travailler sans les autres ? avec Danièle Linhart**

ÉDITO

LES SYNDICATS PRENNENT DATE POUR UN 7 OCTOBRE UNITAIRE



Au petit jeu de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, on peut s'amuser à jauger l'intérêt de la réunion intersyndicale du 8 septembre et de son appel à la mobilisation lancé en dépit de l'absence de FO et de la CFTC. Toujours est-il que cette réunion répond à la question de la persistance de l'unité syndicale. Nul ne songerait à dire qu'il n'y a pas des divergences, des positionnements différents. Mais ce qui compte, c'est que les syndicats français prennent ensemble leurs responsabilités face à une situation de crise qui persiste, qui s'aggrave et dont on ne voit pas encore la sortie en dépit de quelques oracles bien imprudents. Ce qui importe c'est que les syndicats ne baissent pas le pavillon sur leur plateforme revendicative commune

face à l'urgence des réponses économiques et sociales à cette crise. On sait bien que l'unité est un combat. Mais aussi qu'elle n'est pas une fin en soi.

L'absence, la politique de la chaise vide, dans cette séquence de la rentrée sociale n'a pas beaucoup de sens. Sauf si l'on se souvient que désormais les règles de la représentativité syndicale ont changé et qu'il va falloir désormais que chacun fasse ses preuves pour recueillir les votes des salariés et espérer siéger lors des négociations. Ces nouvelles règles, valables pour tous, ont pesé dans les postures adoptées par certains et expliquent en partie, soit leur absence, soit leurs déclarations démobilisatrices en mai et juin dernier. Il est sur-

prenant que l'on puisse préférer organiser à soi seul un colloque le 7 octobre plutôt que de faire en sorte de mobiliser largement les travailleurs français en même temps que des millions d'autres à travers le monde.

Cet appel est donc désormais à la disposition des salariés. Dans nos catégories, ingénieurs, cadres, techniciens, fortement impactées par la crise et les restructurations, mais aussi par les politiques managériales, la question du travail décent est posée avec force. C'est vrai au plan salarial puisque cette crise accentue la pression sur nos salaires. C'est vrai au plan des conditions de travail et de la dignité dont les récents événements dramatiques nous rappellent que nos catégories sont en première ligne.

Intersyndicale du 8 septembre : communiqué commun



Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le 8 septembre 2009 dans la continuité de l'intersyndicale initiée depuis octobre 2008 et sur la base de la déclaration commune du 5 janvier 2009 et du communiqué commun du 25 mai 2009. Quoiqu'en disent les augures sur la sortie de la crise, les dégâts économiques et sociaux s'aggravent, ce qui rend d'autant plus urgentes les réponses en matière d'emploi et de lutte contre les inégalités, alternatives aux choix patronaux et gouvernementaux actuels. C'est pour cela qu'elles conviennent de continuer à agir ensemble, notamment auprès des salariés pour impulser et soutenir les actions dans les entreprises, les services, les secteurs professionnels et territoires.

Les organisations syndicales réunies ont convenu de poursuivre le travail commun, engagé depuis un an, d'analyses, de propositions et d'actions. Elles décident de se retrouver le 28 septembre dans les locaux de l'UNSA et souhaitent que les 8 organisations syndicales soient présentes.

Le 7 octobre est la journée mondiale de mobilisation des travailleurs pour le travail décent, à l'appel de Confédération Syndicale Internationale. Les organisations syndicales appellent les salariés à y participer massivement, selon des modalités qu'elles préciseront.

Suicides chez France Télécom : premier recul de la direction devant la mobilisation

Plusieurs milliers de grévistes à France Télécom, des rassemblements et des initiatives dans toute la France, les salariés se sont mobilisés massivement et dans l'unité pour faire part de leur émotion et de leur colère face aux suicides et tentatives de suicides et exiger de la direction des actes et des réponses concrètes à leurs revendications.

Devant cette mobilisation, la direction de France Télécom a annoncé au CNHST du 10 septembre :

- ⇒ la suspension des mobilités des personnes concernées par des projets de restructurations jusqu'au 31 octobre ;
- ⇒ l'ouverture de négociation sur la déclinaison de l'accord interprofessionnel sur le stress le 18 septembre ;
- ⇒ la création de 100 postes de RH de proximité avec une évolution du contenu de travail du RH de proximité ;
- ⇒ la négociation locale généralisée et systématisée sur l'accompagnement sur tous les projets de la direction ;
- ⇒ le recrutement de médecins du travail.



Ces mesures sont le résultat de la mobilisation des salariés, mais pour la Fédération CGT des Activités Postales et de Télécommunication, « il est nécessaire d'aller plus loin. L'entreprise est confrontée à un problème majeur lié aux conséquences des choix stratégiques basés sur la rentabilité financière à tout prix aux dépens des salariés et des usagers. Pour la CGT cette situation ne peut plus durer. Les solutions au stress et à la souffrance au travail passent par les négociations à tous niveaux sur le contenu, l'organisation et les conditions de travail. Il est urgent de revenir à des règles collectives et de recréer des solidarités. Toutes les questions doivent venir sur la table des négociations qui vont s'ouvrir aussi bien au niveau local que national, y compris la pertinence des restructurations et les méthodes de management actuel. »

Plan social à RFI : syndicats et direction reçus au ministère de la Culture



L'intersyndicale (SNJ-CGT, SNRT-CGT, SNJ et FO) de Radio France Internationale (RFI), en grève depuis le 12 mai contre un plan social et la direction de la station ont été reçues séparément mercredi au ministère de la Culture.

« On est écoeurés. Le ministère nous a dit à nouveau qu'il validait les choix stratégiques de la direction et que des licenciements contraints étaient nécessaires », a déclaré Françoise Delignon (SNRT-CGT).

Sanofi-Aventis : le CCE ira en justice contre le plan social

Le Comité Central d'Entreprise (CCE) de Sanofi-Aventis Recherche et Développement a voté mardi 8 septembre le principe d'un recours en justice pour demander la suspension d'un plan social annoncé en juin. Dans une motion, le CCE a justifié son recours en référé par le manque d'informations économiques sur la réorganisation.

Plusieurs centaines de salariés de sites d'Ile-de-France se sont rassemblés devant le siège où se tenait le CCE, à Chilly-Mazarin (Essonne).

Au total, avec des manifestations à Montpellier et Toulouse, ce sont plus de 1 000 salariés qui se sont mobilisés mardi, selon un communiqué d'une intersyndicale CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, FO, Sud.



Ordre infirmier : les syndicats appellent à boycotter la cotisation



Une intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU, Sud Santé, Unsa) a appelé mercredi les infirmiers à s'opposer à la mise en place de leur Ordre professionnel par un « boycott » de l'inscription et de la cotisation à cette nouvelle structure, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Cet ordre a notamment vocation à devenir un représentant de la profession et un interlocuteur pour les pouvoirs publics. Les syndicats ont indiqué que le Conseil National de l'Ordre Infirmier (CNOI), créé par un décret de 2007, venait d'adresser aux professionnels un appel à l'inscription et à la cotisation.

Alcatel-Lucent : l'intersyndicale reçue à Bercy, mais les inquiétudes demeurent

L'intersyndicale (CFE-CGC, CFTC et CGT) d'Alcatel-Lucent a été reçue mercredi 9 septembre au ministère de l'Industrie, qui s'est engagé à suivre le dossier de la restructuration de l'équipementier.

Mais les syndicats restent inquiets. « Il est urgent que le ministre se ressaisisse du dossier car les procédures, elles, avancent et un Comité Central d'Entreprise est programmé mercredi et jeudi prochains », a souligné l'intersyndicale.



Areva : grèves et rassemblement européen le 15 septembre

Le Comité de groupe européen du groupe nucléaire Areva a appelé mercredi à une journée de débrayages et manifestations sur tous les sites d'Europe le 15 septembre pour s'opposer à la cession de la filiale Transport et Distribution d'électricité (T et D).

La vente de T et D (31 000 emplois sur les 75 000 d'Areva), annoncée par Areva, « *aurait des conséquences majeures voire désastreuses* » pour « *des milliers d'emplois* » en raison de « *la restructuration qui va inévitablement en découler* », affirme le comité de groupe dans un communiqué.



Travailler plus longtemps : 63 % des Français sont contre



Paru le 7 septembre, le sondage de l'institut Obea France, pour *20 Minutes* et *France Info* relève que plus de six Français sur dix (63 %) refusent de travailler plus longtemps. Que ce soit sur l'âge de départ, le montant des pensions ou la durée de cotisation, les personnes interrogées rejettent les hypothèses de travail avancées par le gouvernement pour réformer le système.

Cette enquête révèle aussi que 81 % des personnes interrogées réclament un référendum pour faire face à cette situation d'urgence, ce qui témoigne sans doute d'un besoin de démocratie sur un sujet éminemment structurant pour l'avenir de notre société.

16 octobre : les retraités dans l'unité sur le pouvoir d'achat

Cinq organisations syndicales de retraités (CGT, CFDT, CGC, Unsa et la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique) préparent une journée commune d'action le 16 octobre, pour réclamer notamment le maintien du pouvoir d'achat.

Dans leur communiqué, elles indiquent que « *les retraités, comme les salariés, n'ont pas à subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables* ». Elles réclament au gouvernement « *le maintien de leur pouvoir d'achat largement affecté par les hausses de prix enregistrées en 2008 et la suppression de la revalorisation des pensions pendant le 1^{er} trimestre 2009* ».



Conférence de rentrée de l'UNEF : appel solennel pour des actes forts pour la jeunesse



L'UNEF, premier syndicat étudiant, a lancé mardi lors de sa conférence de presse de rentrée un « *appel solennel* » au chef de l'État pour une « *rupture forte et en urgence* » en faveur de la jeunesse et des étudiants, « *grands oubliés des mesures anti-crise* ». L'UNEF dresse un tableau sombre de la situation des étudiants en cette rentrée : hausse des loyers de petites surfaces dans les grandes villes, manque de logements sociaux ; dépenses qui augmentent plus vite que les aides ; revalorisation des bourses « *bien en deçà des besoins* » ; chômage des jeunes « *en hausse de 28 % en un an* ». [...] « *Une génération entière va traîner comme un boulet pendant toute sa vie professionnelle les difficultés d'insertion dues à la crise* », a déclaré le président de l'UNEF Jean-Baptiste Prévost.

Forfait hospitalier : le gouvernement maintient le principe d'une hausse

Le Premier ministre, François Fillon a affirmé jeudi sur TF1 que le forfait hospitalier devait « évoluer » sans cependant chiffrer son augmentation.

« Le forfait hospitalier n'a pas augmenté depuis trois ans. On est en train de regarder comment il devra évoluer. Les chiffres qui ont circulé ne sont pas des chiffres qui sont arbitrés, ce ne sont pas des décisions qui sont prises », a déclaré le Premier ministre.

Pour la CGT, « cela confirme une fois de plus qu'une fois les franchises mises en place leur augmentation devient pour les gouvernements successifs la solution de facilité, au lieu de rechercher des moyens équitables pour accroître les recettes. Opposée à l'instauration du forfait hospitalier et à toutes les franchises médicales qui l'ont suivie, la CGT demande la suppression de toutes ces taxations supplémentaires en direction des malades. Elle s'oppose fermement à cette nouvelle ponction sur les assurés sociaux et en particulier les plus vulnérables d'entre eux, les malades. Il est urgent de remettre en place un système de prise en charge équitable et transparent. »



Ruptures conventionnelles de CDI : nouvelle hausse en juillet



Le nombre de ruptures conventionnelles de CDI d'un commun accord entre salarié et employeur a encore progressé en juillet, avec 18 222 demandes homologuées dans le mois, soit une hausse de 5,1 % comparé à juin, selon des données diffusées sur le site du ministère du Travail. Le taux de demandes refusées par les services du ministère du Travail a diminué ces derniers mois, pour atteindre 13 % en juin et juillet, alors qu'il oscillait entre 15 % et 27 % depuis l'entrée en vigueur de la mesure. Dans cette période où les suppressions d'emplois sont massives, il y a fort à parier que ces ruptures « à l'amiable » sont utilisées par les entreprises qui font pression sur leurs salariés afin de passer sous les seuils de déclenchement des plans sociaux et leurs obligations.

Emploi : 106 800 destructions nettes au 2^e trimestre 2009

Selon des données définitives publiées jeudi par le ministère de l'Emploi, l'économie française a enregistré 106 800 pertes nettes d'emplois salariés au deuxième trimestre (- 0,6 % par rapport à janvier-mars, - 2,1 % sur un an), moins qu'au premier trimestre.

Au deuxième trimestre, les destructions nettes d'emplois ont été atténuées grâce à une stabilisation de l'intérim, qui a progressé de 2 500 postes (+ 0,6 %) après deux trimestres de très fortes baisses, selon ces données.

En un an, le nombre de postes temporaires, comptabilisés dans les services - même quand il s'agit de missions effectuées dans l'industrie ou le bâtiment - a cependant chuté de 177 700 (- 28,9 %).

La baisse de l'emploi salarié est donc « pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008, entièrement imputable aux secteurs hors intérim », souligne l'Insee dans un communiqué.



Contribution Climat Energie : taxe carbone ; injuste et inefficace

Avec le projet de taxe carbone, les entreprises vont « obtenir un allègement de leur contribution au budget de l'État et les ménages seront appelés à payer la différence », a estimé jeudi la CGT.

« En réalité, il s'agit d'un nouvel impôt appelé à croître rapidement dans les années à venir », a-t-elle analysé dans un communiqué.

Pour la confédération, les modalités de mise en oeuvre aboutiront à « une taxe injuste et inefficace », alors qu'il faudrait selon la CGT, miser prioritairement sur « l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, le développement ambitieux des transports en commun et des mesures drastiques de réduction des émissions de CO₂ des véhicules ».

« Avec le dispositif annoncé, les entreprises sont assurées de la compensation de la taxe carbone en plus de la suppression de la taxe professionnelle », souligne la CGT qui réitère sa demande, partagée par la plupart des syndicats, d'aller vers « une réforme fiscale d'ampleur ».



Retrouver un emploi : selon que vous habitez ici ou là



Selon une étude publiée jeudi par le ministère de l'Emploi (Dares), la capacité à retrouver un travail dépend de ses caractéristiques individuelles comme le diplôme, l'expérience ou les qualifications, mais aussi de l'endroit où habite le demandeur d'emploi.

« Le lieu de résidence peut exercer un effet déterminant sur les chances de trouver un emploi » et « de façon générale, des facteurs purement spatiaux peuvent faire obstacle à l'accès ou au retour à l'emploi », comme la distance physique au lieu de travail, des problèmes de mobilité, d'enclavement ou de ségrégation urbaine.

Emploi des cadres : les commerciaux dans la tourmente

« Sur les sept premiers mois de l'année, les offres d'emplois de commerciaux (25 600) sont en recul de 23 % par rapport à la même période de 2008, indique l'Apec (Association pour l'emploi des cadres). Mais elles résistent nettement mieux à la crise que les offres d'emplois pour l'ensemble des cadres (- 30 %) et des fonctions comme le marketing, les RH ou encore les services financiers sont beaucoup plus touchées. »



Jeunes diplômés : le marché de l'emploi s'essouffle



Seuls 70 % des entreprises affirment avoir recruté des jeunes diplômés au cours du deuxième trimestre, tandis qu'elles étaient 81 % sur les trois premiers mois de l'année, selon le baromètre trimestriel réalisé par l'EDHEC en juin dernier auprès des décideurs RH de 388 grandes entreprises en France.

Les débats de l'Ugict-CGT : Travailler sans les autres ? avec Danièle Linhart

Le 17 septembre 2009 à 17h30

Salle Mezzanine - Hall des Fédérations - Siège de la CGT à Montreuil

Invitée : **Danièle LINHART**

Son dernier livre : **TRAVAILLER SANS LES AUTRES ?**

Danièle Linhart est sociologue du travail, Directeure de recherches au CNRS et enseignante en SSA- sciences sociales et administratives- (Sociologie Master) Laboratoire Genre Travail et Mobilités- Paris 10.

Danièle Linhart a écrit de nombreux ouvrages sur le travail et l'évolution du management des entreprises ainsi que sur le syndicalisme.

Dans son livre , « *Travailler sans les autres ?* », sont étudiées les contradictions qui naissent de la volonté des directions d'entreprises de tirer le meilleur des salariés en ignorant délibérément les facteurs sociaux et collectifs qui concourent à l'efficacité du travail.

Les salariés individualisés, se sentent abandonnés. La méfiance s'installe entre tous. Les valeurs de solidarité se dégradent. Comment travailler et organiser le travail dans ces conditions ? Quels problèmes pour l'encadrement ? Comment s'en sortir ? Comment retrouver une nouvelle efficacité ? Ces constats, ces questions et bien d'autres sans doute, vous êtes invité-e-s à en débattre avec Danièle Linhart.

Son livre sera en vente à l'occasion de ce débat au prix de 16 euros.

Le débat est ouvert à toutes et à tous. Venez nombreux.

